

CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 28 JUIN 2023

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

119

L'An deux mil vingt-trois, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune du BOURGET, légalement convoqué le vingt-deux juin deux mil vingt-trois, s'est assemblé en salle du conseil municipal au 65 avenue de la Division Leclerc, sous la présidence de Monsieur Jean-Baptiste BORSALI Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 33

PRÉSENTS :

M. Jean-Baptiste BORSALI, Maire

Mme Sandy DESRUMAUX, M. Carlos DA COSTA, Mme Karima MILOUDI, M. Waïl ABOUD, M. Khaleel JOOMYE, Mme Valéry VANNEREUX, Mme Dahouhia BERDOUK, Adjoints au Maire.

M. Cyrille DUPUIS, Mme Marie-Lyne DA COSTA, M. Denis DESRUMAUX, Mme Ingrid ADELAIDE BEAUBRUN, M. Luis VAZ, Mme Roseline DARCIS, M. Himad DARANI, Mme Catarina MONTEIRO, M. Abderrazak FADILI, Mme Catherine RIOU, M. Vincent CAPO-CANELLAS, Mme Corinne NARBONNAIS, M. Johnny MAGAMOOTOO, Mme Martine ROUÉ, M. Gérard DURAND, Conseillers Municipaux.

POUVOIRS :

M. Halim ALOUT Adjoint au Maire à Mme Sandy DESRUMAUX Adjointe au Maire, Mme Hélène BUNOUST Conseillère municipale à M. Cyrille DUPUIS Conseiller municipal, Mme Manuella BUVAL Conseillère municipale à Mme Corinne NARBONNAIS Conseillère municipale, M. Didier FERRIER Conseiller municipal à M. Denis DESRUMAUX Conseiller municipal, Mme Margaux MERLY Conseillère municipale à Mme Roseline DARCIS Conseillère municipale, Mme Nikita FRISON-BRUNO Conseillère municipale à M. Vincent CAPO-CANELLAS Conseiller municipal, M. Thomas RAHAL Conseiller municipal à M. Gérard DURAND Conseiller municipal, Mme Nathalie FAVIEZ Conseillère municipale à M. Luis VAZ Conseiller municipal.

ABSENTS : Mme Laura PETREQUIN Adjointe au Maire, M. Rodney DRAHMANI Conseiller municipal.

Secrétaire de séance : M. Denis DESRUMAUX

Nombre de présents : 23

Nombre de représentés : 8

Nombre d'absents : 2

OBJET : Taxe d'Aménagement - complément à la délibération n°86 du 29 septembre 2022

Accusé de réception en préfecture
093-219300134-20230628-DEL-2023-119-DE
Date de réception préfecture : 06/07/2023

Objet : Taxe d'Aménagement - complément à la délibération n°86 du 29 septembre 2022.

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

VU le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.331-1 et suivants ;

VU le Code général des impôts, notamment ses articles 1635 quater A et suivants ;

VU l'ordonnance n° 2022-883 du 14 juin 2022 relative au transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion de la taxe d'aménagement et de la part logement de la redevance d'archéologie préventive ;

VU le décret n° 2021-1452 du 4 novembre 2021 pris pour l'application des articles L.331-14 et L.331-15 du code de l'urbanisme ;

VU sa délibération n° 7 en date du 15 novembre 2011 instituant sur l'ensemble du territoire communal la taxe d'aménagement au taux de 5 % ;

VU sa délibération n° 137 du 27 octobre 2021 portant majoration du taux d'imposition de la Taxe d'Aménagement sur certains périmètres du territoire communal ;

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 10 avril 2017, mis à jour le 29 décembre 2017, modifié le 09 juillet 2018, mis à jour le 02 avril 2019, modifié le 07 décembre 2020 et mis à jour le 28 juillet 2021 ;

VU la délibération n°86 du 29 septembre 2022 pour majoration d'un taux d'imposition de la taxe d'aménagement et institution d'une exonération ;

VU l'avis de la Commission des Finances du 27 juin 2023 ;

CONSIDERANT que la taxe d'aménagement est due par tous les bénéficiaires d'une autorisation d'urbanisme. Elle est calculée en fonction de la surface de plancher autorisée, de la valeur forfaitaire du m² révisée tous les ans par arrêté du ministère du logement (en 2022, 929 euros par m² contre 870 euros en 2021) et des taux communaux, départementaux et régionaux ;

CONSIDERANT qu'en ce sens une délibération a été prise le 29 septembre 2022 pour majorer le taux d'imposition de la taxe d'aménagement et instituer une exonération ;

CONSIDERANT les anomalies constatées par la DDFIP Seine-Saint-Denis en date du 12 juin 2023 sollicitant la prise d'une délibération corrective à la délibération du 29 septembre 2022 précitée ;

CONSIDERANT que la délibération du 29 septembre 2022 reste inchangée pour tous les autres éléments non soumis à rectification ;

LE CONSEIL MUNICIPAL

ENTENDU l'exposé de son rapporteur ;

APRES en avoir délibéré ;

PAR 24 voix pour ;

7 abstentions : Mme Riou, M. Capo-Canellas, M. Magamootoo, Mme Roué,
M. Durand, Mme Frison-Bruno et M. Rahal.

0 voix contre.

Adopté à l'unanimité



Adopté à la majorité



Article 1 : **MODIFIE** le taux erroné affiché à 99 % dans l'application DELTA, dans le cadre du transfert de la Taxe d'Aménagement aux services de la DGFIP, des parcelles 15, 19, 21, 61, 79, 116, 117, 119, 120, 158, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 248, 250, 251, 255, 257, 262, 266, 267, 166, 167, 171, 172, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 208, 210, 1, 17, 20, 22, 25, 31, 32, 33 et 39 ;

Article 2 : **MAINTIENT** le taux de la taxe d'aménagement à 5 % sur le territoire communal, hors secteurs où le taux est majoré ;

Article 3 : **DIT** que délibération n°86 du 29 septembre 2022 reste inchangée pour tous les autres éléments.

Article 4 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, auprès du tribunal administratif de Montreuil sis 7 rue Catherine Puig. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Jean-Baptiste BORSALI,



Maire.

Le secrétaire de séance, M. Denis DESRUMAUX :

Date de transmission en Préfecture : **06 JUIL. 2023**

Date d'affichage : **06 JUIL. 2023**

Accusé de réception en préfecture
093-219300134-20230628-DEL-2023-119-DE
Date de réception préfecture : 06/07/2023